

Créer une dépendance républicaine à un « sentier trumpien » : la stratégie de Trump World pour les élections de 2022

Maxime Chervaux¹

« 2 down, 8 to go ! »

Donald J. Trump, communiqué de presse commentant la décision du représentant Adam Kinzinger (R-Ill.) de ne pas se représenter en 2022, 28 octobre 2021².

Le 27 octobre 2021, Donald Trump a publié une « lettre aux éditeurs » du *Wall Street Journal* dans lequel il attaque la rédaction du journal pour n'avoir « toujours pas compris » que « l'élection [présidentielle de 2020] a été truquée ». Il y cite une litanie de chiffres inventés, souvent déjà démentis, tels qu'un « excédent de 120 000 votants » en Pennsylvanie, « 78 000 votants fantômes » dans le comté de Montgomery, ou encore 305 874 électeurs prétendument « rayés des listes » au lendemain du scrutin. En capitalisant ainsi sur le biais cognitif de l'effet de vérité illusoire³, qui forme un amalgame entre son propos, le mouvement Stop the Steal, et certaines théories du complot telles que QAnon, Trump y règle des comptes personnels en critiquant notamment son ancien procureur général, Bill Barr, qui

Herodote, n° 184-185, La Découverte, 1^{er} et 2^e trimestres 2022.

1. Professeur agrégé d'anglais à l'Institut français de géopolitique, université Paris 8.

2. Max Greenwood, « Trump tous Kinzinger's retirement: "2 down, 8 to go" », *The Hill*, 29 octobre 2021.

3. Un individu tend à admettre une information comme vraie à partir du moment où elle est répétée régulièrement.

aurait « ordonné au procureur fédéral Bill McSwain de se mettre en retrait et de ne pas enquêter sur les irrégularités électorales⁴ ».

Malgré son refus de reconnaître sa défaite, Trump demeure le favori des républicains pour 2024⁵. Les candidats et organisations républicaines se déplacent régulièrement à sa résidence de Mar-a-Lago (en Floride) pour lever des fonds et recueillir son soutien. Le sénateur de l'Iowa Chuck Grassley, pourtant peu avare de critiques envers l'ancien président durant son mandat, résume ainsi la situation : « Si je n'acceptais pas le soutien d'une personne qui contrôle 91 % des électeurs républicains de l'Iowa, je ne serais pas très malin⁶. » Il n'est pas le seul. En novembre 2021, Trump a aidé un lobbyiste de l'industrie du charbon totalement inconnu à devenir représentant de la 15^e circonscription de l'Ohio. Et si le nouveau gouverneur de la Virginie, Greg Youngkin, qui a battu le favori démocrate, a refusé de s'afficher avec Donald Trump durant la campagne, sa victoire montre les limites de la stratégie démocrate de mobilisation des électeurs contre Trump depuis qu'il n'est plus président. De l'aveu même de Trump :

Il semble que la campagne de Terry McAuliffe [le candidat démocrate en Virginie] contre une certaine personne nommée « Trump » a beaucoup aidé Glenn Youngkin. Tout ce que McAuliffe a fait c'est parler de Trump, Trump, Trump et il a perdu⁷ !

Officiellement en retraite, Donald Trump est pourtant omniprésent. Il a commencé à intervenir très tôt dans les primaires républicaines de 2022 – qui sont en mesure de décider du contrôle de la Chambre des représentants (aux mains des démocrates avec 221 sièges contre 213), du Sénat (50-50), de 36 postes de gouverneurs, d'une majorité des assemblées dans les États et de nombreux postes dans les tribunaux, villes et comtés. En intervenant pour labelliser certains candidats plusieurs mois – un an même ! – avant que les électeurs ne prêtent attention à ces élections, et bien avant que tous les candidats se soient déclarés, Trump cherche à préempter et à façonner l'offre républicaine tout en se créant des obligés au sein

4. « President Trump responds on Pennsylvania's 2020 election. Donald Trump writes a letter to the editor », *The Wall Street Journal*, 27 octobre 2021.

5. L'ancien président reçoit en moyenne un peu moins de la moitié des intentions de vote (47 % dans un sondage de Harvard CAPS-Harris Poll). Voir Tal Axelrod, « Trump leads in hypothetical 2024 GOP primary : poll », *The Hill*, 2 novembre 2021. Ces chiffres sont stables et consistent avec la proportion des électeurs républicains qui souhaitent qu'il soit candidat en 2024. Voir : Eli Yokley, « Most GOP voters want Trump to run again, but among those who don't, Pence and DeSantis are the leaders », *Morning Consult*, 13 octobre 2021.

6. Chris Cillizza, « This senator accidentally told the truth about why he wanted Donald Trump's endorsement », *CNN*, 15 octobre 2021.

7. Max Greenwood, « Trump gloats as Virginia results come in », *The Hill*, 2 novembre 2021.

du parti. Il profite en cela des progrès notables des républicains dans les banlieues aisées lors des élections locales de 2021, en Pennsylvanie et en Virginie, alors qu'elles avaient voté démocrate durant sa présidence⁸. Cette stratégie est très différente de l'attitude des autres anciens présidents, retirés des affaires quotidiennes du parti, et de « l'idéal républicain des citoyens politiquement désintéressés, engagés dans le service public pour une période limitée avant de retourner à leur vie privée » qui prévalait, à de rares exceptions, jusqu'ici [Kaufman, 2012]. Un seul président a réussi à se faire réélire après une défaite – en 1892 – tandis qu'Herbert Hoover (dans les années 1930) et Gerald Ford (qui aurait pu devenir le vice-président de Ronald Reagan en 1980) n'ont pas réussi à préserver suffisamment d'influence sur le Parti républicain après leur défaite pour y parvenir.

Toutefois, si son âge et sa santé le permettent, Donald Trump sera candidat à la présidentielle de 2024. Et les élections de mi-mandat de 2022 sont l'occasion d'une bataille par proxy avec les autres présidentiables républicains, comme la primaire pour le siège dans la 15^e circonscription de l'Ohio l'a montré cet été⁹, pour le contrôle des ressources nécessaires à une campagne (soutiens, consultants, donateurs). Plusieurs candidats y travaillent discrètement : certains déjà candidats en 2016 (les sénateurs Ted Cruz, Rand Paul et Marco Rubio, l'ancien gouverneur du New Jersey Chris Christie), d'autres élus plus récemment (les gouverneurs de Floride et du Dakota du Sud), ou passés par le gouvernement (le vice-président Mike Pence, le secrétaire d'État Mike Pompeo). En intervenant très tôt dans les primaires, et en faisant campagne pour « ses » candidats, Donald Trump cherche à rendre la création d'une structure de campagne difficile et coûteuse pour les en dissuader.

La question que pose cet article est donc la suivante : comment l'ancien président a-t-il restructuré son réseau, communément appelé « Trump World¹⁰ », pour imposer une voix unique aux républicains d'ici à 2022 qui lui assurerait l'investiture républicaine en 2024 ? L'image du « sentier » renvoie aux recherches des économistes et politistes néo-institutionnalistes (dans les années 1980 et 1990) qui expliquent que « les choix initiaux en matière de design institutionnel ont des implications sur le long terme en matière de performance économique et politique » [Pierson, 1993, 2004]. Cet article adopte cette métaphore de la « dépendance au sentier emprunté » (*path dependency*) pour montrer que l'ancien président peut compter sur des organisations para-républicaines puissantes et sur sa force de

8. Holly Otterbein, « GOP roars back to life in Trump-resistant Pennsylvania suburbs », *Politico*, 14 novembre 2021.

9. Paul Steinhauer, « Trump's GOP clout on the line next week in Ohio primary showdown », *Fox News*, 29 juillet 2021.

10. David Jackson, « Donald Trump banishes aide Corey Lewandowski after donor's harassment accusations », *USA Today*, 30 septembre 2021.

frappe financière pour imposer ses idées (« l’agenda America First ») aux candidats républicains en 2022, sans laisser de place à une alternative, quitte à remplacer certains élus par des candidats « loyaux ». Faute de résistance notable, notamment au sein des structures officielles du parti, l’ancien président impose aux candidats de choisir un sentier trumpien qui pourrait vraisemblablement devenir un chemin sans encombre pour lui permettre de prendre sa revanche en 2024.

Trump World : un réseau para-républicain dévoué à l’ancien président

Si Donald Trump était de fait le chef du Parti républicain quand il était président [Milkis, 2018], les structures sont officiellement redevenues « neutres » après sa défaite. Des doutes subsistent cependant : son alliée Ronna Romney McDaniel a été reconduite à la tête du Comité national républicain (RNC), et Todd Ricketts comme trésorier. Mais Trump a toujours été ambivalent par rapport à la « loyauté » du Comité. Le journaliste Jonathan Karl révélait d’ailleurs que, le jour de son départ de la Maison Blanche, Trump projetait de créer son propre parti¹¹. S’il ne l’a pas fait, Trump World a été réorganisé et forme aujourd’hui une véritable structure para-républicaine avec un objectif double.

Gagner la bataille des idées

À la différence de leurs prédécesseurs, les anciens employés (*alumni*) de l’administration Trump, notamment les plus jeunes et les moins politiques, ont eu des difficultés à trouver un travail en quittant le gouvernement. La « porte tambour » (*revolving door*) qui illustre le va-et-vient entre les lobbies, think tanks et l’université d’un côté, et les postes gouvernementaux de l’autre, a peu profité aux employés du gouvernement de Trump, souvent perçus comme « toxiques »¹². Les entreprises états-uniennes, pourvoyeuses de postes très bien rémunérés dans les conseils d’administration, se sont aussi abstenues de recruter parmi ces *alumni*. Elles souhaitent éviter de provoquer l’administration Biden, la société civile, et même la Chine¹³. En dehors de l’Heritage Foundation (qui a recruté

11. Will Steakin, « Trump told RNC chair he was leaving GOP to create new party, says new book », *ABC*, 8 novembre 2021.

12. Celine Castronuovo, « Headhunters having hard time finding jobs for former Trump officials : report », *The Hill*, 7 avril 2021.

13. 28 membres de l’administration Trump ont été l’objet de sanctions adoptées le 20 janvier 2021, jour de l’inauguration de Joe Biden. Voir : Rachel Treisman, « China Slaps Sanctions On 28 Trump Administration Officials, Including Mike Pompeo », *NPR*, 20 janvier 2021.

parmi eux son nouveau directeur, son vice-président, et au moins trois *visiting fellows*), les think tanks conservateurs n'ont pas été d'un grand secours aux anciens employés de l'administration Trump.

Ces difficultés professionnelles ont encouragé certains *alumni* à rester dans la galaxie Trump, soit en rejoignant l'équipe du président, soit en créant de nouvelles organisations. Parmi elles, nous en retenons deux sortes : les groupes de pression, pour les profils les plus politiques, qui permettent de récolter des fonds, d'embaucher des salariés, et de financer des déplacements pour soutenir des candidats en 2022, tout en préparant une éventuelle future candidature. C'est le cas de l'ancienne ambassadrice à l'ONU Nikki Haley et de l'ancien conseiller à la sécurité nationale H. R. McMaster.

D'autres *alumni* ont mis en place un véritable réseau de structures para-républicaines qui se substituent aux structures républicaines traditionnelles : des groupes de pression, des lobbies, des associations de juristes, de consultants en conduite de campagnes électorales et en formation des élus, qui permettent aux *alumni* de préparer leur retour au gouvernement (si Trump est élu en 2024) et de former les élus et cadres conservateurs de demain. C'est l'objectif de l'Association of Republican Presidential Appointees, qui souhaite permettre aux anciens employés de retrouver du travail et « fournir des ressources de transition, de personnel, de gouvernance et autres au prochain président républicain¹⁴ ». L'ancien conseiller Steve Bannon a récemment rappelé à son propos : « Si vous voulez prendre le contrôle de l'État administratif et le déconstruire, vous devez avoir des troupes de choc prêtes à le prendre immédiatement¹⁵. » Ce groupe est donc aligné sur l'objectif de reconstruction de l'État administratif mené sous Trump [Skowronek, Dearborn et King, 2021]. L'ancien directeur de cabinet du président, Mark Meadows, est lui à l'origine du Conservative Partnership Institute, un centre de formation et réseau de sociabilité professionnelle pour conservateurs à Washington.

D'autres groupes de pression défendent le bilan de l'ancien président. C'est notamment le cas de l'America First Policy Institute. Dirigé par plusieurs *alumni* dont John Ratcliffe (ancien directeur du renseignement national) et Linda McMahon (cheffe de l'agence pour les petites entreprises – Small Business Administration), cet institut promeut « la liberté, la libre entreprise, la grandeur nationale, la supériorité militaire américaine, l'engagement en politique étrangère dans l'intérêt américain, et la primauté des travailleurs, des familles et des

14. « Mission », Association of Republican Presidential Appointees.

15. Jonathan Allen, « Bannon fires up “shock troops” for next GOP White House », NBC, 2 octobre 2021.

communautés américaines¹⁶ ». L'institut pour la paix Abraham Accords (Abraham Accords Institute for Peace) défend de son côté l'héritage de la politique étrangère de Donald Trump. Des anciens employés du département des Anciens Combattants ont formé l'Institut des vétérans pour l'Amérique d'abord (Veterans 4 America First Institute) pour « honorer l'engagement du pays envers nos anciens combattants et nos militaires tout en maintenant l'Amérique en tête et en protégeant nos libertés¹⁷ ». Enfin, Stephen Miller, le conseiller qui a inspiré la politique migratoire de Trump, a créé l'America First Legal Foundation, pour attaquer les décisions de l'administration Biden devant les tribunaux, à commencer par l'obligation de se faire vacciner et les mesures contre les discriminations touchant les personnes transgenres, défendant au contraire la primauté du « sexe biologique ».

Regagner la Maison Blanche en 2024

Dans cette galaxie para-républicaine, d'autres associations travaillent à regagner la Maison Blanche. Et, même si Trump n'est pas officiellement candidat, la priorité est de récolter des fonds. Deux types de structures existent : les comités d'action politiques (PAC), qui permettent aux candidats de lever des fonds dans les limites prévues par la loi ; et les « super-PAC », qui ne doivent pas coordonner leurs activités avec les campagnes des candidats mais peuvent récolter et dépenser de manière illimitée, sans publier leur liste de donateurs.

Récolter suffisamment de fonds est un enjeu majeur pour tout candidat à la présidentielle, et cela a été un problème pour Donald Trump en 2016 et en 2020. Il s'agit donc d'une priorité de l'ancien président à trois ans de la présidentielle. En 2016, l'organisation Donald J. Trump for President a été le principal véhicule financier du futur président, levant plus de 320 millions de dollars. Un nouveau PAC de campagne du même nom a été lancé dès son investiture – le Président a lancé sa réélection dès février 2017 – permettant de récolter près de 774 millions de dollars pour 2020. Pourtant, une mauvaise gestion des donations et des choix peu stratégiques ont failli mener la campagne à la banqueroute à la fin août 2020 [Bender, 2021]. Comme il n'est officiellement pas (encore) candidat, Donald Trump ne peut pas demander directement des donations pour 2024. Mais il utilise d'autres structures pour arriver à ses fins.

Le 9 novembre, juste après sa défaite, Donald Trump a créé un « leadership PAC » – structure qui permet de récolter des fonds pour soutenir d'autres candidats – nommé Save America. Il lui a permis de capitaliser sur son refus de

16. « Our Mission », America First Policy Institute.

17. « About », V4AF Institute.

reconnaître sa défaite et, donc, sur le mouvement Stop the Steal¹⁸, pour inviter les donateurs à financer de nombreux recours électoraux, récoltant 31 millions de dollars avant le 6 janvier 2021, puis 21 millions supplémentaires jusqu'au mois de juin. Ce comité permet à Donald Trump de soutenir financièrement « ses » candidats en 2022, de dépenser contre les candidats qu'il ne souhaite pas voir gagner et d'utiliser ce prétexte pour organiser des rassemblements électoraux et des déplacements dans le pays – sans officiellement être candidat. Si l'on ajoute les fonds levés grâce à des comités conjoints avec le Comité national républicain, l'ancien président a récolté plus de 207 millions de dollars entre sa défaite et avril 2021¹⁹. À titre de comparaison, c'est à peu près autant que Joe Biden pendant les onze premiers mois de sa campagne en 2019-2020. Et trois fois plus que son principal adversaire républicain de 2016, Ted Cruz, depuis 2017.

Trump World dispose aujourd'hui de la première force de frappe financière du mouvement conservateur états-unien. Le RNC, qui accorde normalement un soutien majeur aux candidats républicains, avait 30 millions de dollars dans ses caisses en mars : trois fois moins que Trump (85 millions). C'est aussi une évolution majeure. En 2016, Donald Trump avait dû compter sur des groupes affiliés à des fortunes conservatrices, réajustés après sa victoire aux primaires : Great America PAC (dirigé par un ancien trésorier de Reagan), Future45 (la famille Ricketts), Rebuilding America Now (le milliardaire Tom Barrack) et Make America Number 1 (les Mercer père et fille). De nouveaux groupes ont ensuite été créés par des alliés de Trump pour la campagne de 2020 : Preserve America PAC, America First Action Inc., Committee to Defend the President, Our American Century et la Coalition for American Veterans ont levé de 7 à 150 millions de dollars chacun pour réélire le président. Et, malgré la législation en vigueur, les groupes ne sont pas aussi indépendants qu'ils en ont l'air. America First Action Inc., le plus important d'entre eux, est par exemple codirigé par Kimberly Guilfoyle, l'ancienne présentatrice de Fox News et petite amie de Donald J. Trump Jr. L'ancien président cherche maintenant à rationaliser le nombre de structures pour centraliser le contrôle des fonds. Après Make America Great Again Action, créé au printemps mais dirigé par son ancien conseiller Corey Lewandowski, aujourd'hui accusé de harcèlement sexuel, MAGA Again ! a été créé en octobre 2021, dirigé par Pam Bondi, ancienne procureure générale

18. Atlantic Council's DFRLab, « #StopTheSteal : timeline of social media and extremist activities leading to 1/6 insurrection », <justsecurity.org>, 10 février 2021.

19. Une partie de ces fonds sont toutefois destinés à des groupes institutionnels du Parti républicain, dont le RNC. Voir : Shane Goldmacher, « Trump lost the 2020 election. He has raised \$207.5 million since », *The New York Times*, 12 décembre 2021.

de Floride et conseillère du président²⁰. Il a vocation à être le super-PAC « officiel » de Trump World. Conscient de son influence auprès des donateurs et des sommes en jeu, Trump a également sommé le parti d'arrêter d'utiliser son nom pour demander des donations. Il le justifiait ainsi, devant un parterre d'élus et de militants républicains en mars 2021 :

Il n'y a qu'un seul moyen de contribuer à nos efforts pour élire des conservateurs républicains soucieux de l'Amérique et de rendre sa grandeur à l'Amérique, et c'est par le biais de Save America PAC et de donaldjtrump.com²¹.

Il souhaite ainsi s'assurer que les donateurs se portent vers les structures financières de Trump World et non plus vers les organisations de campagne du Parti républicain. Pour mieux se substituer à elles.

Derrière le nom « Trump World », nous retrouvons ainsi une galaxie vaste mais de plus en plus ordonnée d'organisations liées à l'ancien président. C'est la structure d'une campagne en devenir qui, forte de ses ressources financières et forces vives, s'investit contre l'administration Biden et dans les élections de mi-mandat de 2022 pour saturer l'espace à droite, faire pression sur les voix dissidentes et imposer le retour de Donald Trump en 2024 comme un choix inévitable.

Une stratégie pour 2022 : imposer la « marque » Trump et décourager les dissidences et vellétés présidentielles à droite

À plusieurs mois des primaires, la liste des candidats soutenus par Trump est déjà intéressante à plusieurs égards. Trump formalise son soutien aux candidats *via* les communiqués de presse de Save America – à défaut d'avoir un accès à sa plateforme favorite, Twitter, et en attendant « sa » plateforme TRUTH Social²² –, qui nous renseignent sur les priorités de l'ancien président (« l'agenda America First »). En d'autres termes, les représentations que ces communiqués contiennent

20. Corey Lewandowski refuse en effet de démissionner et de laisser la main sur cette structure : Jeremy W. Peters, « New Trump Super PAC Formed in the Wake of Misconduct Accusations », *The New York Times*, 4 octobre 2021.

21. Cameron Peters, « Trump tells GOP committees to stop using his name for fundraising », *Vox*, 6 mars 2021.

22. C'est le nom de la nouvelle plateforme numérique promise par Donald Trump comme alternative aux réseaux sociaux Facebook et Twitter. Lancée au format bêta à l'automne, elle attend près de 80 millions d'utilisateurs à son lancement public en 2022, selon ses créateurs. Voir : Dana Farrington, « What we know so far about Trump's planned social media platform », NPR, 21 octobre 2021.

sont « des affects, des images, des histoires, des symboles, des mythes, bref un imaginaire collectif » qui construit la marque Trump « et lui confère une identité particulière » [Wunenburger, 2019] que l'ancien président s'affaire à imposer à droite.

L'agenda « America First »

L'analyse des premiers communiqués permet de dessiner les contours de la plateforme et de la stratégie électorale de sa future campagne – dont un premier slogan a été annoncé lors d'un rassemblement dans l'Iowa (et repris comme nom de son nouveau super-PAC) : « Make America Great Again, Again²³ ».

Cinq sujets ressortent très nettement. Sur 49 communiqués, les anciens combattants (38), l'armée (36), la protection des frontières (34), le deuxième amendement (sur le port des armes) (34) et la sécurité (26) sont les sujets qui arrivent en tête. Le communiqué de soutien à la réélection du sénateur Tim Scott (Caroline du Sud) est ici représentatif de la grande majorité des messages :

Il est à la fois un sénateur exceptionnel et une personne qui travaille sans relâche pour les habitants de son grand État et des États-Unis. Il est très attaché à l'armée et aux forces de l'ordre, il aime nos vétérans, il protège le deuxième amendement et nos frontières. Tim continuera à effectuer un travail EXCEPTIONNEL pour notre pays²⁴ !

L'agenda « America First » se concentre sur deux thèmes républicains majeurs : le *Law and Order* de Richard Nixon et les guerres culturelles des années 1990, qui se cristallisent sur les droits des personnes transgenres, la liberté religieuse ou la théorie critique de la race en 2021. L'ancien président mène ainsi une campagne très traditionnelle en reprenant deux des leitmotifs favoris du mouvement conservateur qui ont montré leur efficacité depuis les années 1970, et notamment en 2016²⁵.

23. Nous avons retenu 49 communiqués de presse publiés entre le 2 février et le 11 novembre 2021 sur le site de Save America. Plus de la moitié d'entre eux ont été publiés depuis septembre, montrant une accélération nette des soutiens à mesure que les premières primaires de 2022 approchent. Voir : « News », <www.donaldjtrump.com>. Pour le nouveau slogan : Joshua Zitser, « Donald Trump signals at Iowa rally that he intends to run in 2024, teases that his campaign slogan will be “Make America Great Again, Again” », *Business Insider*, 10 octobre 2021.

24. « Endorsement of Senator Tim Scott », <www.donaldjtrump.com>.

25. Aja Romaro, « The 2016 culture war, as illustrated by the alt-right », *Vox*, 30 décembre 2016. L'importance des guerres culturelles durant la campagne de 2016 a d'ailleurs conduit à une remise en question de la politique identitaire au sein de la gauche américaine [Lilla, 2017].

Les éléments les plus notables du bilan de l'ancien président sont absents. Ainsi, les références à la baisse des impôts, votée avec le *Tax Cuts and Jobs Act* de 2017 (11), la baisse du chômage, qui était notable avant la pandémie de Covid-19 (6), l'avortement (4), l'industrialisation du pays (1) et la réforme de l'État (1) sont oubliés. De même, sont également omises sa politique envers la Chine (2) et le Moyen-Orient (1), ou encore les hausses du salaire minimum ou des investissements dans les infrastructures, deux promesses de campagne de 2020 qu'il critique depuis. De la même manière, les agriculteurs et les habitants du monde rural (5), les Hispaniques (1), les Africains-Américains (1) et les femmes (2) – autant d'électeurs qu'il courtisait en 2020 et qui demeurent nécessaires en 2024 – sont relégués à l'arrière-plan, au contraire des forces de police (12). Ces communiqués sont au demeurant souvent interchangeables, peu précis et impliquent une vision transactionnelle des politiques publiques. Ils sont cependant notables par la constance du message, fait rare chez Trump.

À première vue, le refus de reconnaître les résultats de l'élection de 2020 est secondaire (17). Trois limites à ce constat cependant : il s'agit tout d'abord de l'un des sujets préférés de l'ancien président lors de ses rassemblements électoraux récents (« Stop the Steal » a remplacé le « Lock her Up » de 2016) et les communiqués publiés avant et après ces rassemblements, en juin et septembre, mentionnent « l'intégrité des élections » plus systématiquement. Ensuite, le mouvement Stop the Steal offre toujours aux électeurs une opportunité très efficace d'engagement (dons, manifestations, participations à des rassemblements de campagne, démarchage électoral). Finalement, les candidats soutenus par Trump sont choisis sur leur refus de reconnaître les résultats de 2020, et beaucoup se sont démarqués en refusant de certifier les résultats ou en demandant un audit des élections dans leurs États respectifs. C'est par exemple le cas des candidats aux primaires des sénatoriales les plus disputées, dans l'Ohio, en Pennsylvanie ou dans l'Arizona. La plupart des élus qui ont voté pour la certification des résultats le 6 janvier sont par ailleurs ciblés par des candidats labellisés « pro-Trump » dans les primaires républicaines de 2022 ; certains ont déjà reçu le soutien de l'ancien président.

Malgré tout, être en poste, suivre « l'agenda America First » à la lettre et refuser de reconnaître la défaite de Trump n'est pas en soi suffisant pour recevoir le soutien du candidat. Une présence médiatique forte (« faire le buzz ») peut primer. Début octobre, Trump décrivait Brad Little, le gouverneur de l'Idaho, candidat à sa réélection, comme « un homme formidable » mais il a finalement annoncé son soutien à la lieutenant-gouverneur Janice McGeachin pour le poste quelques jours plus tard. Elle avait entre-temps capté l'attention des médias conservateurs en profitant de l'absence du gouverneur pour demander l'envoi de la garde nationale à la frontière mexicaine et interdire les obligations de vaccination dans l'État,

deux mesures à la légalité douteuse, annulées par le gouverneur dès son retour²⁶ mais valorisées par Trump World.

Les élus républicains mis à l'épreuve

Bill Stepien, directeur de campagne en 2020 et Justin Clark, ancien directeur des affaires gouvernementales, sont chargés de la sélection des candidatures qui recevront l'imprimatur de Trump. Il intervient cependant personnellement dans les primaires médiatisées si elles sont stratégiques et donc visibles – comme les élections sénatoriales dans des États disputés –, si des alliés y sont candidats ou si elles concernent ses opposants déclarés ou supposés.

Cet activisme a eu un effet sur l'agenda législatif à Washington. Les organisations, moyens financiers et porte-parole de Trump World sont déployés pour s'assurer du vote conforme des élus républicains au Congrès sur les sujets jugés importants par l'ancien président, et en tout premier lieu ceux qui concernent les résultats de l'élection présidentielle, l'assaut du Capitole du 6 janvier 2021 et la loi d'investissement dans les infrastructures. Les élus qui ne respectent pas le vote se retrouvent politiquement, voire parfois physiquement, menacés par les alliés de l'ancien président.

La loi d'investissement dans les infrastructures (*Infrastructure Investment and Jobs Act*), adoptée le 5 novembre 2021, est particulièrement intéressante pour mesurer l'influence de Trump sur les élus. Elle a été négociée, puis adoptée par les sénateurs démocrates et, fait rare, 19 républicains en août 2021. Et, durant l'été, des dizaines de représentants républicains, dont les 29 membres du groupe bipartisan des *Problem Solvers* (solutionneurs de problèmes), semblaient prêts à voter pour la proposition de loi. Mais Trump et ses alliés sont entrés en campagne contre cette réforme. En juin, ils promettaient « beaucoup » d'opposants durant les primaires républicaines contre les sénateurs qui voteraient pour. En septembre, c'est la représentante Marjorie Taylor Greene (Géorgie) qui annonçait soutenir financièrement des candidats contre ses collègues qui voteraient pour. Avec succès : sur les 19 sénateurs favorables, seuls 3 sont candidats à leur réélection en 2022, dont la sénatrice de l'Alaska Liza Murkowski, l'un des sept sénateurs républicains à avoir voté pour la condamnation de Trump pour incitation à l'insurrection lors du second procès en destitution du président, qui affronte un challenger soutenu par Trump ; 5 préférant prendre leur retraite. Lors du vote de la Chambre des représentants le 5 novembre, 13 républicains (sur 213) ont voté en

26. Zac Montellard, « Trump endorses rival against Idaho Gov. Brad Little », *Politico*, 9 novembre 2021.

faveur de la proposition de loi. La plupart ont déjà des opposants républicains en 2022, et la pression n'est pas retombée. Peu après le vote, Marjorie Taylor Greene a publié le numéro de téléphone personnel du représentant Fred Upton (Michigan), qui a reçu de nombreuses menaces téléphoniques dans les heures qui ont suivi²⁷. Il a d'ailleurs annoncé ne pas savoir s'il allait se représenter.

Des républicains mis à l'index

Dans certains cas, comme celui de Liza Murkowski en Alaska, Trump s'est personnellement chargé de recruter des adversaires, et il a déjà promis qu'il irait faire campagne pour eux. En effet, et même si de nombreux élus qui ont refusé de soutenir Trump en 2016 et durant son mandat, ont quitté le Congrès ou été défaits en 2018 et 2020 – ou sont décédés, comme dans le cas du sénateur John McCain –, certains élus critiques sont toujours en poste, comme les sénateurs Mitt Romney de l'Utah et Ben Sasse du Nebraska. Parmi eux, Trump est obnubilé par ceux qui ont voté pour certifier les résultats de l'élection présidentielle, pour sa mise en accusation en février 2021, et pour la création d'une commission d'enquête indépendante sur l'assaut du Capitole.

Le 6 janvier 2021, 138 représentants républicains refusaient de certifier les résultats de l'Arizona et 121 ceux de la Pennsylvanie, dans le but de donner la victoire à Donald Trump. Cette décision montre l'influence importante du mouvement Stop the Steal sur les élus républicains, dont une grande majorité a attendu jusqu'au vote du collège électoral le 14 décembre pour reconnaître la victoire de Joe Biden, mais également l'influence du président sortant sur la base électorale républicaine, et donc sur les chances de réélection des représentants et sénateurs républicains. Trump poursuit ses attaques contre le gouverneur de l'Arizona, qui a « accepté » la victoire de Biden dans son État, afin de le dissuader de rejoindre la primaire pour le poste de sénateur contre un candidat pro-Trump. Les 57 élus qui ont voté pour certifier les résultats de ces deux États sont dans le collimateur du président. Et c'est également le cas dans les autres États : Donald Trump a recruté le représentant Jody Hice pour faire tomber le secrétaire d'État républicain sortant en Géorgie, en charge de l'organisation des élections ; Michele Carew, l'administratrice des élections du comté de Hood (Texas) depuis 14 ans, a, elle, préféré démissionner après des mois de harcèlements physiques et sur les réseaux sociaux alors que les résultats qu'elle a certifiés ont donné Trump gagnant avec plus de 81 % des voix²⁸ ! Au-delà des

27. Morning News Podcast, « Chat with Fred Upton », *WHTC*, 9 novembre 2021.

28. Jeremy Schwartz, « Trump won Hood County in a landslide. His supporters still hounded the elections administrator until she resigned », *The Texas Tribune*, 12 octobre 2021.

résultats, Donald Trump et ses alliés cherchent à remplacer tous ceux qui s'opposent à « sa » version des faits. Comme aux lecteurs d'un roman, il ne demande ni plus ni moins qu'une « suspension volontaire de l'incrédulité » (*willing suspension of disbelief*) aux républicains et aux électeurs états-unis.

Trois autres scrutins au Congrès ont forcé les républicains à se positionner depuis. Et le nombre de voix discordantes a diminué dramatiquement : 10 représentants de droite ont voté pour la mise en accusation de Trump le 13 janvier (et 7 sénateurs pour sa culpabilité le 13 février), puis 35 pour la création d'une commission d'enquête indépendante sur l'assaut du Capitole le 20 mai, une proposition pourtant négociée par le représentant John Katko (New York) mais bloquée par le Sénat. Une commission spéciale a finalement été créée par la présidente de la Chambre Nancy Pelosi, et seuls deux républicains critiques de Trump ont accepté d'y participer : les représentants Liz Cheney du Wyoming et Adam Kinzinger de l'Illinois. Par ailleurs, le vote de la Chambre des représentants pour engager des poursuites contre Steve Bannon, qui a refusé d'être auditionné par la commission d'enquête, le 21 octobre, montre que les lignes de front au sein du Parti républicain n'ont que peu bougé depuis, réduisant les voix discordantes – même sur une question procédurale dans ce cas – à une très petite minorité : 7 représentants qui avaient déjà voté pour la mise en accusation, rejoints par deux élus de centre droit. Enfin, le chef de la minorité républicaine, Kevin McCarthy, semble être prêt à évincer Katko de la tête des républicains de la Commission de la sécurité intérieure à cause de son vote en faveur du grand plan de financement des infrastructures de Joe Biden²⁹. Même l'ancienneté des dissidents ne les empêcheront pas de devenir des « représentants de l'arrière-ban » (*backbenchers*) sans pouvoir ni influence s'ils parviennent à se maintenir à la Chambre des représentants au-delà de 2022³⁰.

En d'autres termes, si l'influence de Trump sur les représentants était en doute après l'assaut du Capitole, la plupart des élus sont depuis « rentrés dans le rang », dont McCarthy qui était allé chercher le soutien de Trump à Mar-a-Lago dès la fin du mois de janvier 2021³¹. Les élus qui ont voté pour la mise en accusation, la loi d'investissement dans les infrastructures, et contre Steve Bannon ont des opposants pro-Trump déclarés pour les primaires républicaines de 2022, certains très bien financés par Trump World. Beaucoup hésitent à se représenter, et plusieurs ont déjà

29. Scott Wong, « Trump allies target Katko over infrastructure vote », *The Hill*, 16 novembre 2021.

30. Brett Samuels, « Trump blasts ex-Pence aide after she said he admitted he lost », *The Hill*, 15 novembre 2021.

31. Steve Holland, « Trump meets with McCarthy, agrees to help Republicans take back the House », *Reuters*, 28 janvier 2021.

décidé de prendre leur retraite, alors même que les républicains sont favoris pour regagner le contrôle de la Chambre. C'est dans ce contexte que l'on doit comprendre la réaction de Trump, mise en exergue de cet article, à l'annonce de la décision d'Adam Kinzinger de ne pas se représenter : « 2 down, 8 to go ! » Il s'agit bien d'une épuration des voix dissidentes et discordantes au sein du Parti républicain.

Cette stratégie opportuniste pourrait coûter aux républicains en 2022

Le risque d'une stratégie qui alignerait complètement le Parti républicain sur l'agenda et les candidats choisis par Donald Trump est qu'elle se traduise par des défaites et des occasions manquées à cause de candidats trop marqués à droite dans des États et des circonscriptions plus modérés. Certains choix de Trump World posent déjà des problèmes au parti. Malgré les bons résultats de 2021, le pari d'un sentier trumpien pourrait ainsi être celui d'une nouvelle défaite pour deux raisons : il crée des divisions au sein de l'électorat républicain et peut promouvoir des candidats toxiques lors de l'élection, une fois la primaire remportée, un phénomène déjà observé avec le Tea Party en 2012.

Les (mauvais) calculs géopolitiques de la stratégie de Trump World

Si le cas de la représentante républicaine Liz Cheney est très médiatisé car de riches donateurs de Trump World se mobilisent contre elle, à commencer par le cofondateur de PayPal Peter Thiel, cette primaire, dans un État gagné par Trump avec 69,94 % des voix, est peu représentative de la campagne pour défaire les « traîtres »³². Une majorité de ces représentants sont en effet élus dans des circonscriptions modérées dont le résultat d'une élection à l'autre est souvent incertain (24 ont été élus avec moins de 52 % des voix ; 9 dans des circonscriptions gagnées par Biden).

En choisissant des conservateurs idéologiquement ancrés à droite, voire très à droite, le parti risque de s'aliéner les électeurs modérés et indépendants qui ont voté à droite en 2016, puis à gauche en 2018 et 2020, avant de revenir à droite en 2021. Ainsi, la stratégie du sentier entre en conflit avec un calcul plus pragmatique de modération pour gagner cinq représentants et un sénateur et reprendre le contrôle du Congrès en 2022. Il est en effet nécessaire de ne pas perdre de sièges et 33 des 85 représentants qui ont voté pour certifier les résultats sont élus dans

32. Eric Lutz, « Trumpworld rages at Republican “traitors” who did one good thing for the country », *Vanity Fair*, 10 novembre 2021.

des circonscriptions disputées en 2020. 19 ont d'ailleurs basculé au moins une fois depuis 2012. Et deux des sept sénateurs républicains qui ont reconnu Trump coupable d'incitation à l'insurrection représentent des États tout aussi indécis (Pennsylvanie et Caroline du Nord).

La carte 1 montre que la stratégie de Trump est localisée, avec des efforts concentrés sur l'ancienne *Rust Belt* qui avait viré à droite en 2016 et permis l'élection de Donald Trump (6 communiqués sur 49 pour le seul Michigan), mais également sur la Floride, nouvelle résidence de l'ancien président et terre de conquêtes en 2016 et 2020, et dans deux États qui ont fait l'objet d'une attention particulière en 2020 : le Texas et la Géorgie. Elle n'est toutefois pas coordonnée avec les autres organisations républicaines (le RNC et le National Republican Congressional Committee), qui ont décidé d'allouer leurs ressources financières et humaines en priorité dans 60 circonscriptions jugées gagnables et de défendre tous les élus sortants (contre Trump World dans de nombreux cas), hormis Liz Cheney.

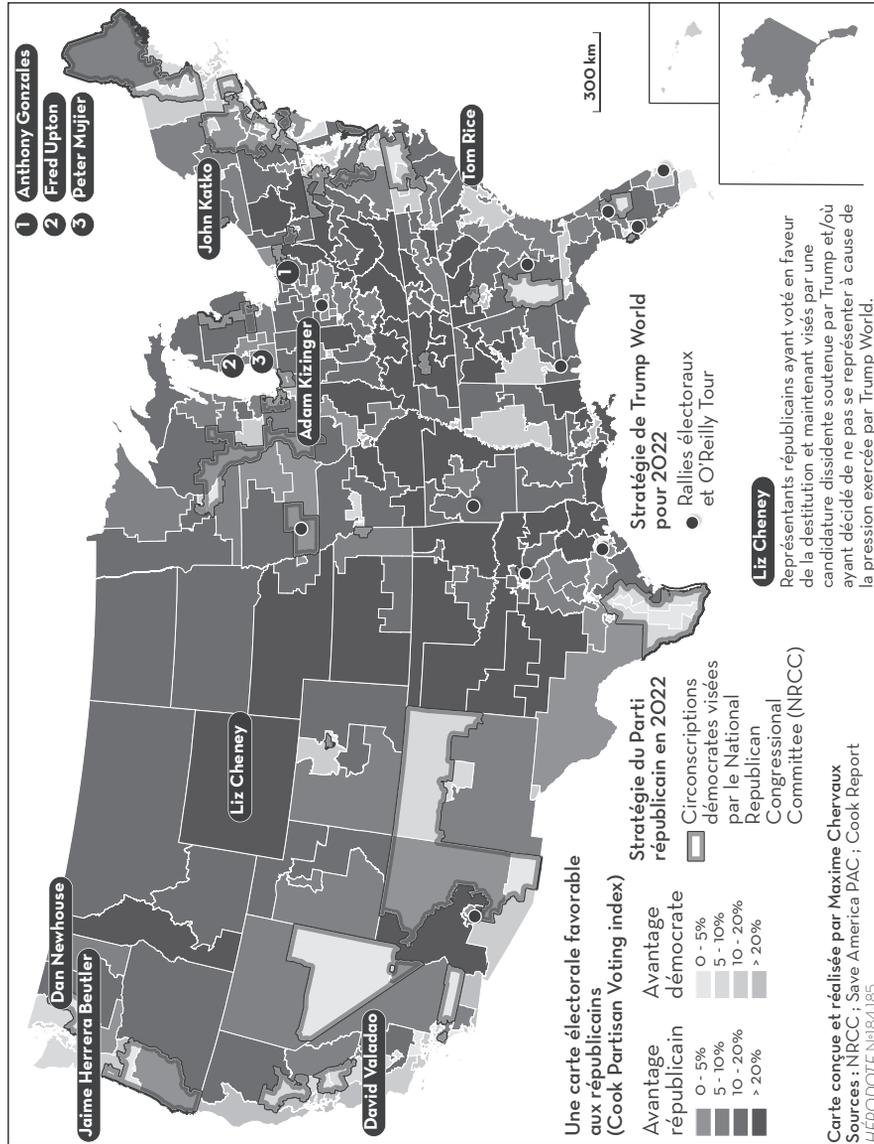
La stratégie de Trump World est par ailleurs venue fracturer le Parti républicain dans au moins trois États clés : l'Arizona, la Géorgie et le Nevada. En Géorgie, par exemple, Donald Trump a personnellement recruté deux élus connus (le représentant Hice et, l'ancien sénateur David Perdue) pour faire chuter le secrétaire d'État et le gouverneur, pourtant populaires, car ils n'ont pas bloqué la certification de la victoire de Joe Biden. Alors que les élections de novembre 2022 promettent de mobiliser des ressources importantes – celles de 2018 avaient déjà coûté 5,7 milliards de dollars³³, en hausse depuis 2014 (3,77 milliards³⁴) –, ces deux primaires, et toutes les autres à tous les niveaux de l'État, vont forcer les donateurs et le parti à utiliser dès à présent des ressources nécessaires pour gagner en 2022 et en 2024. Elles auraient notamment pu permettre de recruter des militants pour inscrire de nouveaux électeurs sur les listes électorales, organiser des levées de fonds et faire du porte-à-porte, ce qui est indispensable pour remporter un État qui a placé un démocrate en tête pour la première fois depuis 1992, avec 12 000 voix d'avance. Une primaire très disputée peut également décourager les électeurs modérés, comme lors des sénatoriales de janvier 2021. Mais Donald Trump a déjà organisé un rassemblement électoral pour soutenir son « ticket Trump » au mois de septembre 2021³⁵.

33. « Most expensive midterm ever : cost of 2018 election surpasses \$5.7 billion », <opensecrets.org>, 6 février 2019.

34. Peter Overby, « 2014 Midterm Election Was The Most Expensive One Yet », NPR, 18 février 2015.

35. Jeff Amy, « Georgia rally marks debut of GOP primary “Trump ticket” », AP News, 26 septembre 2021.

CARTE 1. – LA STRATÉGIE DE TRUMP À LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS



Hérodote, n° 184-185, La Découverte, 1^{er} et 2^e trimestres 2022.

Le risque d'une « Todd Akin » en 2022 ?

Si des candidats très conservateurs peuvent remporter des primaires, parfois contre des élus sortants, grâce aux ressources de Trump World, leur passé et leurs idées peuvent les rendre inéligibles aux yeux de nombreux électeurs modérés et indépendants.

En 2012, des candidats très conservateurs ont fait perdre plusieurs élections clés aux républicains, notamment dans le Missouri et l'Indiana, mais aussi le Nevada, et, de fait, empêché le parti de gagner le Sénat. Cet échec est resté dans les mémoires sous le nom du candidat républicain au Sénat dans l'Indiana, le représentant Todd Akin. Après avoir battu la trésorière de l'État, au profil plus modéré, il s'est démarqué par ses propos polémiques. Durant un débat, il a justifié ainsi son opposition à l'avortement sans aucune exception : « Si c'est un viol légitime, le corps de la femme a des moyens d'essayer d'arrêter tout ça³⁶. » La sortante démocrate Claire McCaskill a ainsi été réélue avec 54,8 % des voix contre 39,1 % pour Akin, alors que Mitt Romney gagnait l'État avec 53,7 % des voix. En 2022, la carte des sénatoriales est tout aussi incertaine et présente des candidats pro-Trump en mesure de gagner les primaires mais dont les scandales personnels peuvent réduire les chances en novembre 2022.

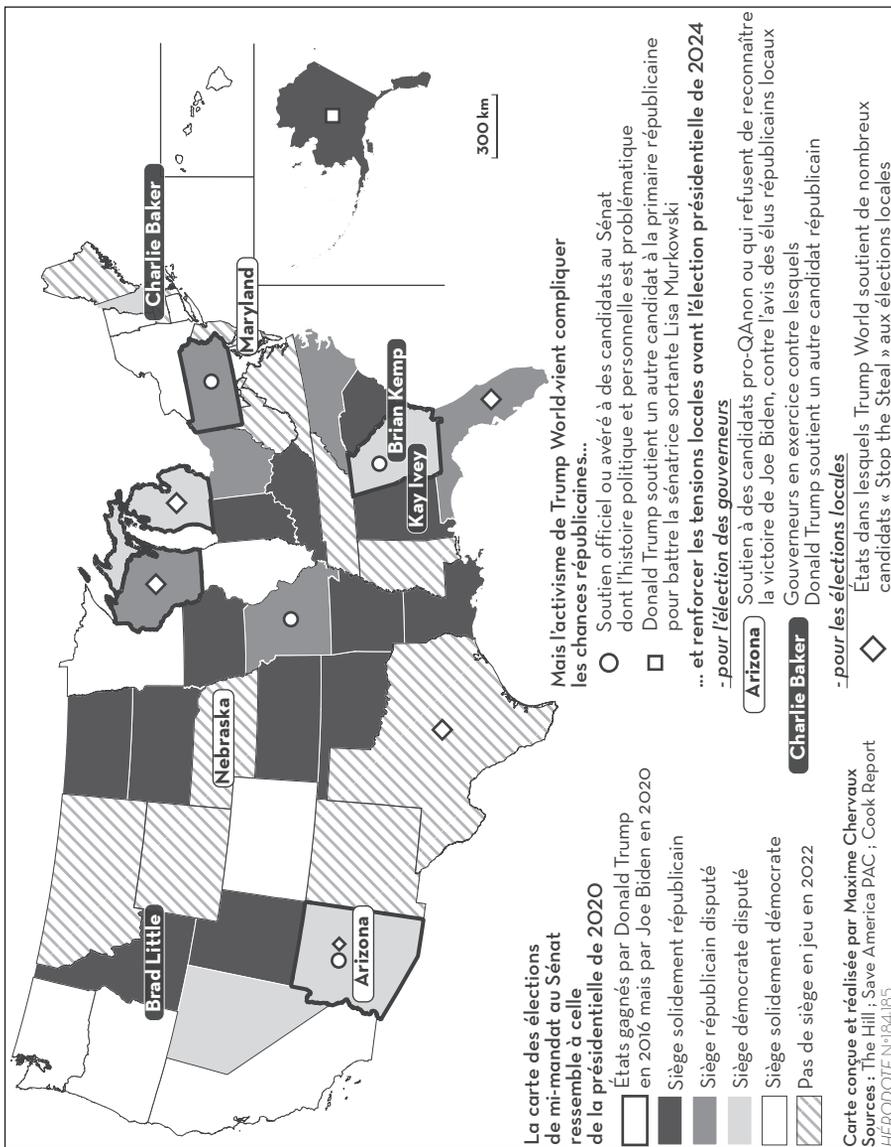
Les républicains ont besoin de gagner un seul siège pour remporter le Sénat en 2022 (carte 2). Ils ont des opportunités en Arizona, Géorgie, dans le New Hampshire, le Michigan et le Nevada. Mais ils doivent pour cela garder les sièges qu'ils occupent en Pennsylvanie, Caroline du Nord et dans l'Ohio – dont les sortants ne se représentent pas – ainsi que dans le Wisconsin où Ron Johnson se représente. Or trois de ces États ont été remportés par Joe Biden.

Trump est intervenu personnellement pour soutenir « ses » candidats dans ces quatre États. Mais deux d'entre eux sont pourtant accusés de violences conjugales : Sean Parnell en Pennsylvanie, accusé d'avoir étranglé son ancienne femme, et l'ancien joueur de football américain Herschel Walker en Géorgie, par ailleurs accusé d'être parti « à la chasse à l'homme » et d'avoir régulièrement joué à la roulette russe³⁷. Le procès pour la garde des enfants du premier est en cours. Le siège du Missouri est également un nouveau casse-tête pour les républicains : l'ancien gouverneur Eric Greitens, réputé proche de Trump, est pour le moment en tête de la primaire alors même qu'il avait démissionné de son mandat précédent car il avait fait du chantage, avec des photos compromettantes, à la femme

36. Charlotte Alter, « Todd Akin still doesn't get what's wrong with saying "legitimate rape" », *Time*, 17 juillet 2014.

37. Brian Slodysko, Bill Barrow et Jake Bleiberg, « As Herschel Walker eyes Senate run, a turbulent past emerges », AP News, 23 juillet 2021.

CARTE 2. – LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT AU SÉNAT



Hérodote, n° 184-185, La Découverte, 1^{er} et 2^e trimestres 2022.

avec qui il entretenait une relation extra-conjugale. Ainsi, un an avant l'élection, trois candidats de premier plan associés avec Trump World sont potentiellement toxiques mais en mesure de remporter leur primaire.

Ces choix s'expliquent en partie par l'amateurisme et l'opportunisme qui prévalent lors de la sélection des candidatures à soutenir. En effet, de nombreux proches – ou présumés proches – de l'ancien président ont été embauchés comme consultants par des candidats républicains qui cherchent à entrer en contact avec les donateurs et Trump World, pour mobiliser l'électorat de Trump et plaider leur cause auprès de l'ancien président. C'est une forme de garantie pour s'assurer que la campagne est compatible avec « l'agenda America First » et d'avoir à ses côtés quelqu'un capable de négocier un communiqué de soutien directement avec l'ancien président. Le cas du Missouri est éclairant. Guilfoyle est « présidente nationale » de la campagne de Greitens qui a aussi embauché Tony Fabrizio (le sondeur de Trump en 2016), Steven Cheung (un ancien conseiller spécial du président) et plusieurs autres *alumni* pour mettre toutes les chances d'obtenir un soutien de Trump de son côté. Il a également reçu le soutien de l'ancien maire de New York et avocat personnel de Trump, Rudolph Giuliani, et de l'ancien secrétaire à l'Intérieur, Ryan Zinke. Mais il n'est pas seul : le représentant Billy Long est entré en campagne avec Kellyanne Conway, conseillère politique de Trump et directrice de campagne en 2016. L'ancien procureur général de l'État, Eric Schmitt, s'est quant à lui offert le soutien de l'ancien procureur général des États-Unis par intérim, Matthew Whitaker. C'est une course en avant pour montrer sa bonne foi à Trump World et courtiser Trump personnellement, dans une élection très stratégique pour les républicains. C'est aussi une opportunité très lucrative pour les *alumni* de l'administration Trump. Et certains se démarquent : Kellyanne Conway conseille également des candidats dans l'Ohio et le Nebraska, par exemple. Ce processus demeure très opportuniste. C'est ainsi que Sean Parnell doit son communiqué de soutien en grande partie à son amitié avec le fils de Donald Trump, Donald Trump Jr.³⁸

Finalement, d'autres initiatives individuelles dans cette galaxie d'acteurs qui se revendiquent de l'ancien président viennent perturber les systèmes géopolitiques locaux du parti et rendre les résultats de 2022 encore plus incertains. En Caroline du Nord, le représentant Madison Cawthorn – qui a battu le candidat préféré de Trump en 2020 en se revendiquant comme encore plus trumpien – a décidé de changer de circonscription pour « se présenter à une primaire ouverte parce qu'il lui semble que la politique est un sport de sang et non un service public », selon un observateur

38. Michael Warren et Sarah Murray, « Trump pick's messy personal life worries Senate Republicans desperate to hold on to Pennsylvania seat », CNN, 24 octobre 2021.

local³⁹. Il a réussi à décourager le favori dans cette nouvelle circonscription issue du dernier redécoupage électoral. Il s'agit une nouvelle fois de faire pression sur les élus modérés en les forçant à une primaire coûteuse et contestée, tout en gardant la main sur le choix de son successeur dans sa circonscription actuelle.

Conclusion

En 2016, des dizaines d'élus et de candidats républicains ont refusé jusqu'au bout de soutenir la candidature de Donald Trump à la présidentielle. Puis, en 2018 et 2020, Donald Trump « a utilisé les soutiens de manière stratégique à la fois pour essayer d'aider les candidats républicains à gagner et pour renforcer sa réputation d'aide aux candidats » [Ballard, Hassell et Heseltine, 2021], décourageant des opposants notoires à se représenter comme le sénateur et président de la commission des affaires étrangères Bob Corker, ou son collègue de l'Arizona Jeff Flake par exemple, mais sans apporter un coup de boost évident à « ses » candidats.

En 2022, Donald Trump s'imisce cette fois beaucoup plus tôt dans le choix des candidats, dès les primaires et bien avant que l'offre électorale ne soit établie, décourageant les potentiels candidats modérés et mettant une pression plus nette sur les élus hésitants. Il dispose pour cela d'un réseau d'organisations plus dense, d'une force de frappe financière plus importante que celle du Parti républicain et d'élus qui n'hésitent pas à rappeler leurs collègues à l'ordre. Ce que l'on appelle communément « Trump World » est devenu, en 2021, une véritable structure para-républicaine qui travaille à rendre Trump inévitable pour tout candidat en 2022 et comme solution républicaine unique en 2024, décourageant ainsi les autres présidentiables. Les effets de cette stratégie du « sentier trumpien » sont visibles : peu de représentants à la Chambre – ou de sénateurs dont le mandat est renouvelable en 2022 – osent voter « contre Trump ». Parmi la dizaine de représentants toujours publiquement opposés à l'ancien président, plusieurs ont déjà annoncé leur retraite et seule Liz Cheney semble prête à offrir une résistance réelle.

Mais, ce faisant, l'ancien président prend le risque de soutenir des candidats toxiques et/ou trop marqués à droite pour pouvoir gagner une élection dans les circonscriptions et États visés. En d'autres termes, la réussite du sentier trumpien pourrait se faire au détriment de la reprise du Congrès par la droite en 2022, dans un contexte pourtant favorable aux républicains. Et sans néanmoins assurer un retour à la Maison Blanche en 2024.

39. Matt Holt, @mattholt33, « If this is true, what an unserious move. Cawthorn has a safe seat but wants to run in a competitive primary », Twitter, 11 novembre 2021.

Bibliographie

- BALLARD A. O., HASSELL H. J. G. et HESELTINE M. (2021), « Be careful what you wish for: the impacts of President Trump's midterm endorsements », *Legislative Studies Quarterly*, vol. 46, n° 2, p. 459-491.
- BENDER M. C. (2021), *Frankly, We Did Win this Election. The Inside Story of How Trump Lost*, Twelve.
- KAUFMAN B. I. (2012), *The Post-Presidency from Washington to Clinton*, Lawrence, University Press of Kansas.
- LEONNIG C. et RUCKER P. (2021), *I Alone Can Fix It. Donald J. Trump's Catastrophic Final Year*, New York, Penguin Press.
- LILLA M. (2017), *The Once and Future Liberal. After Identity Politics*, New York, Harper Collins.
- MILKIS M. S. (2018), « Donald Trump and the hazards of executive-centered partisanship », conférence « A Republic, if We Can Keep It », 12 et 13 avril, Washington D. C.
- PIERSON P. (1993), « When effects become cause : policy feedback and political change », *World Politics*, vol. 45, p. 595-628.
- (2004), *Politics in Time. History, Institutions, and Social Analysis*, Princeton, Princeton University Press.
- SKOWRONEK S., DEARBORN J. A. et KING D. S. (2021), *Phantoms of a Beleaguered Republic. The Deep State and the Unitary Executive*, Oxford, Oxford University Press.
- WUNENBURGER J.-J. (2019), *Mytho-politiques. Histoire des imaginaires du pouvoir*, Sesto San Giovanni, Éditions Mimésis.